



Protocole DCC

Lutte contre les abus sexuels et les maltraitements

Version 25/11/21 (V3)

*La Délégation Catholique pour la Coopération (La DCC) est engagée auprès de populations vulnérables sur le terrain par l'engagement de volontaires de solidarité internationale. **Ces volontaires eux-mêmes sont exposés et peuvent devenir victimes, témoins ou auteurs de comportements inadéquats voire inacceptables et illégaux.** Tout en misant sur un recrutement, une formation et un suivi exigeants, la DCC tient à s'engager formellement pour lutter contre toute forme d'abus pouvant impliquer ses intervenants sur le terrain.*

En qualité de personne morale, association loi 1901 et service de l'Eglise en France, la DCC se conforme totalement à la législation française. Même si son activité se situe à l'international, il est rappelé à chaque volontaire ; bénévole ou salarié, qu'à minima le droit français s'applique en cas de d'infraction pénale délictuelle ou criminelle.

La DCC rappelle par ailleurs, du fait de son statut de service d'Eglise, l'importance de connaître l'existence de ressources documentaires de la conférence des évêques de France au sujet de la lutte contre les abus, comme « Lutter contre la pédophilie¹, repères pour les éducateurs »², actualisé par la déclaration du Conseil permanent du 12 avril 2016³.⁴

En novembre 2018, dans la suite de leurs travaux déjà initiés, les évêques de France ont décidé la création d'une Commission Indépendante sur les Abus Sexuels dans l'Eglise (<https://www.ciase.fr/>) (CIASE) et ont entrepris de nouvelles démarches.

La Conférence des Religieux et Religieuses En France (CORREF) s'est associée à la démarche.

La mission de la CIASE, qui s'est achevée le 5 octobre 2021 par la remise de son rapport à la Conférence des Evêques de France (CEF) et à la Conférence des Religieux et Religieuses En France (CORREF), s'est articulée autour de trois grandes phases : l'établissement des faits, la compréhension de ce qui s'est passé en tenant compte des époques concernées et la prévention de tels drames par des propositions et recommandations.

¹ Le terme de pédocriminalité est sans doute à privilégier car plus explicite et moins équivoque. Toutefois ce terme est maintenu dans ce document dans la mesure où il est encore utilisé dans les textes auxquels on fait référence.

² http://www.eglise.catholique.fr/wp-content/uploads/sites/2/2016/02/luttercontre-la-pedophilie_2010.pdf

³ <http://www.eglise.catholique.fr/conference-des-evêques-de-france/textes-et-declarations/419160-lutter-contre-la-pedophilie-nouvelles-mesures/>

⁴ Elle recommande aussi la consultation du site créé par la Conférence des Evêques de France pour se repérer et agir face à la pédophilie : <http://luttercontrelapedophilie.catholique.fr/>.

La commission a reçu les témoignages dans le respect des articles 434-1 et 434-3 du Code pénal qui lui font obligation d'informer les autorités judiciaires de toutes les atteintes sexuelles ou agressions sexuelles infligées à un mineur ainsi que de tout viol commis sur un majeur dont l'auteur serait susceptible de commettre de nouveaux délits ou crimes qui pourraient être empêchés.

La direction de la DCC veille à ce que cette politique globale de traitement et de prévention des abus dans l'Eglise soit connue de l'ensemble des parties prenantes : volontaires, partenaires, bénévoles et salariés. Ce document sera révisé autant que nécessaire avant chaque stage de préparation au départ.

Il est demandé au volontaire (ainsi qu'à tout bénévole ou salarié se rendant sur le terrain) de signer un document confirmant avoir reçu ce présent protocole

Nous remercions vivement chacun, volontaire, bénévole ou salarié, pour l'esprit de responsabilité qui l'anime dans l'exercice de sa mission sur le terrain.

Arnoult BOISSAU, Président

Guillaume NICOLAS, Délégué général

*« Si un membre souffre, tous les membres souffrent avec lui » (1 Cor 12,26). Ces paroles de saint Paul résonnent avec force en mon cœur alors que je constate, une fois encore, la souffrance vécue par de nombreux mineurs à cause d'abus sexuels, d'abus de pouvoir et de conscience (...). Considérant le passé, ce que l'on peut faire pour demander pardon et réparation du dommage causé ne sera jamais suffisant. **Considérant l'avenir, rien ne doit être négligé pour promouvoir une culture capable non seulement de faire en sorte que de telles situations ne se reproduisent pas mais encore que celles-ci ne puissent trouver de terrains propices pour être dissimulées et perpétuées. (...) il est urgent de réaffirmer une fois encore notre engagement pour garantir la protection des mineurs et des adultes vulnérables.** »*

Table des matières

I.	Normes en vigueur, définitions	4
1.	Personne ayant autorité.....	4
2.	Adulte vulnérable	4
3.	Les délits et crimes sexuels dans la loi française.....	4
4.	Les autres formes d’abus	10
5.	L’obligation de dénonciation aux autorités judiciaires ou administratives.	14
II.	Volontaire, bénévole ou salarié français, au sein de juridictions étrangères et de logiques interculturelles, dans une Eglise universelle	15
	Volontaire, bénévole, salarié français.....	15
	au sein de juridictions étrangères et de logiques interculturelles,	15
	dans une Eglise universelle.....	16
III.	Procédure	17
1.	Suivre le parcours DCC de recrutement et de formation.....	17
2.	Alerter la DCC avec outils et lignes dédiés – Alerte Palier 1	17
3.	Engagements de la DCC pour donner suite à une remontée de fait d’abus	18
IV.	Actions à mettre en œuvre, cas généraux	19
1.	Le volontaire auteur d’abus (auteur ou présumé)	19
2.	Le volontaire victime d’abus	20
3.	Volontaire témoin d’abus.....	20
V.	Possibilité de mise en œuvre des Paliers 2 et 3 de la loi Sapin II	21
VI.	Rappel de quelques règles de comportement dans les relations avec les mineurs et les adultes vulnérables	22
1.	Comportements souhaités	22
2.	Exemples de comportements prohibés	23
VII.	Textes de référence de l’Eglise catholique	24

⁵ http://w2.vatican.va/content/francesco/fr/letters/2018/documents/papa-francesco_20180820_lettera-popolo-didio.html

I. Normes en vigueur, définitions

1. Personne ayant autorité

Dans le domaine des abus et à plus forte raison pour les délits et crimes sexuels, le fait que l'auteur soit une « personne ayant autorité » est une circonstance aggravante. A côté de l'autorité légale (père, mère, tuteur), il existe une autorité de fait (personne ayant la garde d'enfant, chargé de l'aide aux devoirs...) et une autorité qui résulte des fonctions ou de la position sociale (professeurs, instituteurs, éducateurs, surveillants, accompagnateurs ou directeurs de colonie de vacances, responsables et animateurs de camps, responsables catéchétique, personnes assurant des fonctions d'accompagnement spirituel, responsable de structure, directeur de projet ou de chantier...).

2. Adulte vulnérable

Dans le domaine des abus, les adultes vulnérables sont en quelque sorte assimilés à des mineurs en ce sens qu'ils n'ont pas, comme eux, la pleine liberté et les moyens de s'opposer à des gestes et actes à caractères sexuels provenant d'adultes ou imposés par eux. On peut considérer comme adulte vulnérable des personnes ayant des situations très différentes comme le fait pour une femme d'être simplement enceinte ou des personnes en situation de handicap, surtout si ces dernières sont en position de subordination.

3. Les délits et crimes sexuels dans la loi française

En droit français, même si les termes de pédophilie⁶ et d'éphébophilie n'apparaissent pas dans les codes ni règlements du droit et de la justice, la loi interdit et condamne ces pratiques. Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères signale ainsi à tout voyageur⁷ les peines encourues par les personnes coupables de pédophilie.

A l'étranger

Les auteurs d'actes de pédophilie, de viols, d'attentats à la pudeur, d'actes de débauche et de dépravation s'exposent aux condamnations prévues par le droit du pays dans lequel ils ont commis ces actes. Les personnes condamnées dans un pays n'ayant pas d'accord de transfèrement de prisonniers avec la France devront purger la totalité de leur peine dans le pays où elles ont été condamnées. Ces peines se traduisent souvent par une réclusion de longue durée, voire une peine à perpétuité, et peuvent parfois s'accompagner de travaux forcés.

⁶ La pédophilie est une attirance ou préférence sexuelle d'un adulte envers les enfants prépubères ou en début de puberté. Un pédophile est une personne, homme ou femme, éprouvant ce type d'attirance. L'éphébophilie désigne la préférence sexuelle d'un adulte pour les adolescents pubères et les jeunes adultes (15-18 ans).

⁷ <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/infos-pratiques/legislation/actes-pedophiles-20983/>

En France

Un Français qui commet un crime à l'étranger peut être poursuivi en France (art.113-6 et 227-27-1 du Code pénal) même s'il est devenu Français après avoir commis les faits dont il est accusé (art.113-6 du Code pénal). Il en est de même pour un étranger résidant habituellement en France (art.222-22 du Code Pénal). Une personne reconnue coupable d'actes pédophiles commis dans un pays où ces actes ne sont pas punis pourra néanmoins être poursuivie en France (art.222-22 du Code Pénal).

* * *

Depuis la **loi du 21 avril 2021 visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste**, aucun adulte ne peut se prévaloir du consentement sexuel d'un enfant s'il a moins de quinze ans, ou moins de dix-huit ans en cas d'inceste.

Les juges n'ont plus à établir une violence, une contrainte, une menace ou une surprise pour constater et punir le viol ou l'agression sexuelle. La question du consentement de l'enfant ne se pose plus en dessous de l'âge de 15 ans et de 18 ans dans les affaires d'inceste.

Une clause dite « Roméo et Juliette » a été introduite afin de préserver les relations sexuelles lorsque l'auteur et le mineur ont moins de cinq ans d'écart d'âge (par exemple une relation entre un mineur et un jeune majeur de 18 ans). Cette clause ne joue pas quand la relation n'est pas consentie.

Le présent protocole détaille :

- d'une part les « atteinte sexuelle », agression sexuelle » et « viol »,
- d'autre-part les « autres délits sexuels ».

* * *

Atteinte sexuelle / agression sexuelle / viol

Atteinte sexuelle (délit / infraction spécifique au mineur)
--

L'atteinte sexuelle sur mineur : il s'agit de tout acte impudique intentionnel exercé sur la personne mineure de moins de quinze ans. La condition sine qua non de l'infraction réside en l'existence d'un contact physique entre l'agent et la victime.

La loi pose donc un interdit.

Il s'agit également de tout acte impudique intentionnel exercé sur le mineur âgé de plus de quinze ans lorsqu'il est commis par toute personne ayant autorité sur la victime, abusant de l'autorité que lui confèrent ses fonctions ou sa position sociale.

➤ Mineur de moins de quinze ans

La peine encourue pour une atteinte sexuelle sur un mineur de moins de 15 ans est de 7 ans de réclusion et de 100 000 € d'amende (article 227-25 du Code pénal),

Elle passe à 10 ans de réclusion et 150 000 € d'amende pour une atteinte sexuelle sur un mineur de moins de 15 ans par une personne qui abuse de l'autorité que lui confèrent ses fonctions (article 227-26 du Code pénal).

➤ Mineur de plus de quinze ans avec personne ayant autorité ou abusant de son autorité

La peine encourue pour une atteinte sexuelle sur un mineur de plus de 15 ans est de 5 ans de réclusion et de 45 000 € d'amende (article 227-27 du Code pénal).

➤ Tentative d'atteinte sexuelle

Elle est punie des mêmes peines (article 227-27-2 du Code pénal).

Agression sexuelle (délit / infraction non spécifique au mineur)

L'agression sexuelle (article 222-22 du Code pénal) : « toute atteinte sexuelle commise avec violence, contrainte⁸, menace ou surprise »⁹ autre que le viol. Pour cette infraction, qui n'est pas spécifique aux mineurs, la minorité de la victime constitue une circonstance aggravante.

➤ Mineur de moins de quinze ans

Elle est punie de dix ans d'emprisonnement et de 150 000 € d'amende lorsqu'elle est imposée à un mineur de moins de quinze ans par violence, contrainte, menace ou surprise (article 222-29-1 du Code pénal).

➤ Personne d'une particulière vulnérabilité (mineur de plus de quinze ans ou adulte vulnérable)

Elle est punie de sept ans d'emprisonnement et de 100 000€ d'amende lorsqu'elle est imposée à une personne d'une particulière vulnérabilité (article 222-29 du Code pénal).

➤ Personne adulte (cas général)

Elle est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000€ d'amende (article 222-27 du Code pénal).

Viol (crime jugé par la Cour d'assises / non spécifique au mineur)

Le viol : « tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit ou tout acte bucco-génital commis sur la personne d'autrui ou sur la personne de l'auteur par violence, contrainte, menace ou surprise ».¹⁰

➤ Mineur de moins de quinze ans

La peine est portée à 20 ans de réclusion criminelle si la victime est un mineur de moins de 15 ans (article 222-24 du Code pénal).

⁸ La contrainte peut être physique ou morale (article 222-22-1 du Code pénal)

¹⁰ Article 222-23 du Code pénal dont la définition a été élargie par la loi du 21 avril 2021.

➤ Personne d'une particulière vulnérabilité (mineur de plus de quinze ans ou adulte vulnérable)

La peine est portée à 20 ans de réclusion criminelle si les faits sont commis sur une personne d'une particulière vulnérabilité ou par une personne ayant autorité (article 222-24 du Code pénal).

➤ Personne adulte (cas général)

S'il s'agit d'un viol, la peine encourue est de 15 ans de réclusion criminelle (article 222-23 du Code pénal).

Autres délits sexuels

L'infraction sexuelle sans contrainte (délit¹¹) : la corruption de mineur c'est-à-dire chercher à éveiller les pulsions sexuelles d'un mineur... (ex. faire regarder des films pornographiques...).

L'exhibition sexuelle (délit) : « L'exhibition sexuelle imposée à la vue d'autrui dans un lieu accessible aux regards du public ». Cette infraction est constituée également si la personne non consentante est susceptible, même fortuitement, d'être témoin oculaire de cette exhibition.

Le délit d'exhibition sexuelle a été précisé depuis la loi du 21 avril 2021 pour mieux punir certains gestes obscènes qui sont réalisés sans que le corps soit dénudé (masturbation sous les vêtements par exemple).

Le harcèlement sexuel (délit) : le fait de harceler autrui dans le but d'obtenir des faveurs de nature sexuelle :

« I. - Le harcèlement sexuel est le fait d'imposer à une personne, de façon répétée, des propos ou comportements à connotation sexuelle ou sexiste qui soit portent atteinte à sa dignité en raison de leur caractère dégradant ou humiliant, soit créent à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante.

L'infraction est également constituée :

1° Lorsque ces propos ou comportements sont imposés à une même victime par plusieurs personnes, de manière concertée ou à l'instigation de l'une d'elles, alors même que chacune de ces personnes n'a pas agi de façon répétée ;

2° Lorsque ces propos ou comportements sont imposés à une même victime, successivement, par

¹¹ Les délits sont jugés par le Tribunal Correctionnel

plusieurs personnes qui, même en l'absence de concertation, savent que ces propos ou comportements caractérisent une répétition.

II. - Est assimilé au harcèlement sexuel le fait, même non répété, d'user de **toute forme de pression grave dans le but réel ou apparent d'obtenir un acte de nature sexuelle**, que celui-ci soit recherché au profit de l'auteur des faits ou au profit d'un tiers.

III. - Les faits mentionnés aux I et II sont punis de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende.

Ces peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende lorsque les faits sont commis :

1° Par une personne qui abuse de l'autorité que lui confèrent ses fonctions ;

2° Sur un mineur de quinze ans ;

3° Sur une personne dont la particulière vulnérabilité, due à son âge, à une maladie, à une infirmité, à une déficience physique ou psychique ou à un état de grossesse, est apparente ou connue de leur auteur ;

4° Sur une personne dont la particulière vulnérabilité ou dépendance résultant de la précarité de sa situation économique ou sociale est apparente ou connue de leur auteur ;

5° Par plusieurs personnes agissant en qualité d'auteur ou de complice ;

6° Par l'utilisation d'un service de communication au public en ligne ou par le biais d'un support numérique ou électronique ;

7° Alors qu'un mineur était présent et y a assisté ;

8° Par un ascendant ou par toute autre personne ayant sur la victime une autorité de droit ou de fait », **article 222-33 du Code pénal.**

Le harcèlement sexuel constitue donc **un délit, quel que soit le lien entre l'auteur et la victime.**

Toutefois, la loi prévoit une protection spécifique lors d'un harcèlement sexuel pour les salariés du privé, les agents publics et les stagiaires.

Le harcèlement sexuel se caractérise par **le fait d'imposer à une personne, de façon répétée, des propos ou comportements à connotation sexuelle ou sexiste, qui :**

- **portent atteinte à sa dignité en raison de leur caractère dégradant ou humiliant,**
- **ou créent à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante.**

Est assimilée au harcèlement sexuel toute forme de pression grave (même non répétée) dans le but réel ou apparent d'obtenir un acte sexuel, au profit de l'auteur des faits ou d'un tiers.

Dans les deux cas, le harcèlement sexuel est puni quels que soient les liens entre l'auteur et sa victime, même en dehors du milieu professionnel (harcèlement par un proche, un voisin).

Les infractions liées à internet (délits) :

- La consultation renouvelée (habituelle) d'un service de communication au public mettant à disposition des images pédopornographiques, lors même que le mis-en cause n'a pas téléchargé les images visionnées ;
- La détention d'images à caractère pornographique représentant un mineur ;
- La prise d'images à caractère pornographique représentant un mineur – que ce soit en vue de les conserver, diffuser, de les fixer, de les enregistrer, ou de les transmettre ;
- Le fait pour un majeur de faire des propositions sexuelles à un mineur de 15 ans en utilisant un moyen de communication électronique, même si la proposition n'est pas suivie d'une rencontre. Cette infraction est aggravée dès lors que ces propositions ont été suivies d'une rencontre entre l'auteur majeur et la victime mineure, en l'absence même de tout acte sexuel. Si les propositions donnent lieu à un acte sexuel et qu'il y a contact physique effectif entre l'auteur et sa victime, cette infraction disparaît au profit de l'agression ou de l'atteinte sexuelle qui s'est produite.

La mise à disposition de matériaux imprimés ou électroniques à contenu sexuel (hormis les documents dûment reconnus comme éducatifs dans le cadre officiel de l'éducation sexuelle).

Précision pour les victimes d'actes pédophiles

Un mineur français victime d'une agression sexuelle doit porter plainte, soit auprès des autorités locales du pays où se sont déroulés les faits, soit auprès des autorités françaises à son retour en France (art. 113-7 du Code pénal). La plainte peut être déposée par la victime ou ses ayant-droit (art.113-8 du Code Pénal).

4. Les autres formes d'abus

Outre les abus sexuels, toute forme d'abus est à prévenir et condamner, en particulier vis-à-vis des enfants et des populations vulnérables. On peut citer notamment¹² :

Les Maltraitements

Est entendu comme maltraitance physique l'utilisation délibérée de la force sur le corps d'un enfant ou d'une personne vulnérable qui peut engendrer des blessures¹³. La maltraitance physique « est un dommage corporel, dont on sait de façon bien déterminée, ou par une suspicion raisonnable, qu'il a été infligé ou intentionnellement non prévenu. Cela comporte aussi l'induction de maladies par

¹² Cf. Politique de protection des enfants et personnes vulnérables, France Volontaires, maj 11/07/2016

¹³ Abus et exploitation, Action for the Rights of Children (ARC), UNHCR

l'administration de médicaments ou de substances nocives. »¹⁴, la proposition d'alcool à un enfant ou le fait de lui permettre d'en consommer dans les lieux éducatifs (cet interdit s'applique également pour un groupe où les mineurs sont présents de manière minoritaire) ; le fait de procurer de la drogue. A noter que les violences peuvent aussi être psychologiques, par exemple en moquant constamment une personne sur son aspect physique, son identité sexuée, ses actes, ses propos ou bien par exploitation quand les auteurs profitent d'une manière ou d'une autre, que ce soit monétaire, sociale, politique¹⁵ d'une fragilité de la personne.

Le délaissement d'une personne hors d'état de se protéger

Il comprend deux infractions distinctes :

- Le délaissement d'une personne qui n'est pas en mesure de se protéger :

« Le délaissement, en un lieu quelconque, d'une personne qui n'est pas en mesure de se protéger en raison de son âge ou de son état physique ou psychique est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende » article 223-3 du Code Pénal,

- Le délaissement qui entraîne une mutilation ou une infirmité permanente :

*« Le délaissement qui a entraîné une mutilation ou une infirmité permanente est puni de quinze ans de réclusion criminelle.
Le délaissement qui a provoqué la mort est puni de vingt ans de réclusion criminelle » article 223-4 du Code Pénal.*

L'entrave aux mesures d'assistance et l'omission de porter secours

L'entrave aux mesures d'assistance :

« Le fait d'entraver volontairement l'arrivée de secours destinés à faire échapper une personne à un péril imminent ou à combattre un sinistre présentant un danger pour la sécurité des personnes est puni de sept ans d'emprisonnement et de 100 000 euros d'amende » article 223-5 du Code Pénal,

L'Omission de porter secours :

« Quiconque pouvant empêcher par son action immédiate, sans risque pour lui ou pour les tiers, soit un crime, soit un délit contre l'intégrité corporelle de la personne s'abstient volontairement de le faire est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende.

Sera puni des mêmes peines quiconque s'abstient volontairement de porter à une personne en péril l'assistance que, sans risque pour lui ou pour les tiers, il pouvait lui prêter soit par son action personnelle, soit en provoquant un secours.

Les peines sont portées à sept ans d'emprisonnement et 100 000 euros d'amende lorsque le crime ou le délit contre l'intégrité corporelle de la personne mentionnée au premier alinéa est commis sur un

¹⁴ Bentovim A., 1998, [1991], « Significant harm in context », in Significant harm : its management and outcome, Croydon, Significant publications, p. 57

¹⁵ Abus et exploitation, Action for the Rights of Children (ARC), UNHCR

mineur de quinze ans ou lorsque la personne en péril mentionnée au deuxième alinéa est un mineur de quinze ans. article 223-6 du Code Pénal.

Il existe une définition jurisprudentielle constante de l'état de péril = situation critique qui fait craindre de graves conséquences pour la personne qui y est exposée et qui risque, selon les circonstances, soit de perdre la vie, soit des atteintes corporelles graves.

La non-assistance à personne en danger

La non-assistance à personne en danger est le refus de porter secours à quelqu'un qui est en détresse. Il s'agit d'une abstention punie par la loi. L'auteur de la non-assistance à personne en danger peut être poursuivi en justice au pénal et au civil.

Elle est caractérisée lorsque 2 éléments sont réunis :

1. La personne en danger est celle qui fait face à un péril grave et imminent. Ce péril doit menacer sa vie ou son intégrité physique et doit être connu des personnes susceptibles d'être accusées de non-assistance à personne en danger. On citera par exemple, la victime d'un accident de la circulation grièvement blessé et les témoins de l'accident.

2. Un refus délibéré de porter secours. La non-assistance est caractérisée par le refus d'aider la victime ou le refus d'alerter les secours alors qu'on était en mesure de le faire. Il faut que cette aide soit nécessaire pour sauver la victime et qu'elle n'expose pas le sauveteur lui-même à un danger. Par exemple en cas de risque de lynchage sur le lieu de l'accident, il peut être préférable de se rendre directement au poste de secours ou au commissariat pour alerter.

Pour des métiers spécifiques, le signalement d'une situation de non-assistance à personne en danger peut entraîner la violation du secret professionnel. C'est notamment le cas pour les sévices à l'encontre des mineurs ou des personnes vulnérables. Le secret professionnel ne doit être levé que dans les cas où la victime est exposée à un péril grave et imminent. Les informations communiquées doivent être nécessaires à la prise en charge de la victime par les services de secours.

L'obligation de porter assistance à des personnes en danger apparaît comme **une manifestation de la solidarité (ou de la fraternité) entre les citoyens**. La République n'est pas une simple addition d'individualités, mais également un rassemblement de citoyens animés par un projet commun : il n'est pas surprenant qu'une telle obligation y soit mise à la charge de chacun.

Dans une décision du 6 juillet 2018, le Conseil constitutionnel a consacré le **principe de fraternité**, comme principe à valeur constitutionnel, qui doit être concilié avec celui de sauvegarde de l'ordre public.

Les actes de tortures et de barbarie

Les actes de torture et de barbarie sont réprimés par le Code pénal d'autant plus qu'ils sont commis sur des mineurs de moins de quinze ans ou sur des personnes vulnérables :

- « *le fait de soumettre une personne à des **tortures ou à des actes de barbarie** est puni de 15 ans de réclusion criminelle* », **article 222-1 du Code pénal**,
- « *l'infraction définie à l'article 222-1 est punie de **20 ans de réclusion criminelle** lorsqu'elle est commise* :

- 1) *Sur un mineur de 15 ans*
- 2) *Sur une personne dont la particulière vulnérabilité, due à son âge, à une maladie, à une infirmité, à une déficience physique ou psychique ou à un état de grossesse, est apparente ou connue de son auteur » **article 222-3 du Code pénal.***

Les tortures ou actes de barbarie supposent la démonstration d'un élément matériel consistant dans la commission d'un ou plusieurs actes d'une gravité exceptionnelle qui dépassent de simples violences et occasionnent à la victime une douleur ou une souffrance aiguë, et d'un élément moral consistant dans la volonté de nier dans la victime la dignité de la personne humaine.

CEDH 9 juin 1998 Tekin c/ Turquie : un mauvais traitement doit atteindre un minimum de gravité pour tomber sous le coup de l'art 3 CESDH ; l'appréciation de ce minimum est relative par essence ; elle dépend de l'ensemble des données de la cause et, notamment, de la durée du traitement, de ses effets physiques et/ou mentaux ainsi que, parfois, du sexe, de l'âge et de l'état de santé de la victime.

Sur la compétence internationale pour les actes de tortures

Les articles 689-1 et 689-2 du Code de Procédure Pénale donnent compétence aux juridictions françaises pour poursuivre et juger, si elle se trouve en France, toute personne qui s'est rendue coupable, hors du territoire français, de **tortures** au sens de la Convention de New York :

689-1 CPP « *En application des conventions internationales visées aux articles suivants, peut être poursuivie et jugée par les juridictions françaises, si elle se trouve en France, toute personne qui s'est rendue coupable hors du territoire de la République de l'une des infractions énumérées par ces articles. Les dispositions du présent article sont applicables à la tentative de ces infractions, chaque fois que celle-ci est punissable* ».

689-2 CPP : « *Pour l'application de la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adoptée à New York le 10 décembre 1984, peut être poursuivie et jugée dans les conditions prévues à [l'article 689-1](#) toute personne coupable de tortures au sens de l'article 1er de la convention* ».

Le harcèlement moral

« *Le fait de harceler une personne par des **propos ou comportements répétés ayant pour objet ou pour effet une dégradation de ses conditions de vie** se traduisant par une altération de sa santé physique ou mentale est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende lorsque ces faits ont causé une incapacité totale de travail inférieure ou égale à huit jours ou n'ont entraîné aucune incapacité de travail.*

Les faits mentionnés aux premier à quatrième alinéas sont punis de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende :

1° Lorsqu'ils ont causé une incapacité totale de travail supérieure à huit jours ;

2° Lorsqu'ils ont été commis sur un mineur de quinze ans ;

3° Lorsqu'ils ont été commis sur une personne dont la particulière vulnérabilité, due à son âge, à une maladie, à une infirmité, à une déficience physique ou psychique ou à un état de grossesse, est apparente ou connue de leur auteur », article 222-33-2 du Code pénal.

5. L'obligation de dénonciation aux autorités judiciaires ou administratives.

Même si les procédures de la DCC peuvent indiquer des conduites spécifiques selon chacune des situations, il convient de connaître le cadre général des obligations de dénonciation.

L'article 434-1 du code pénal fait obligation à « quiconque ayant connaissance d'un crime dont il est encore possible de prévenir ou de limiter les effets, ou dont les auteurs sont susceptibles de commettre de nouveaux crimes qui pourraient être empêchés » d'en informer les autorités judiciaires ou administratives.¹⁶

L'article 434-3 du code pénal fait obligation à « quiconque ayant eu connaissance de privations, de mauvais traitements ou d'atteintes sexuelles infligés à un mineur ou à une personne qui n'est pas en mesure de se protéger en raison de son âge, d'une maladie, d'une infirmité, d'une déficience physique ou psychique ou d'un état de grossesse », d'en informer les autorités judiciaires ou administratives.

Un signalement qui concerne un mineur en danger se fait à l'autorité judiciaire, c'est-à-dire au procureur de la République auprès du Tribunal Judiciaire (TJ).

Il est possible que le secret professionnel soit invoqué dans certaines missions de volontariat (corps de santé par exemple). Le secret professionnel n'est pas systématiquement opposable à cette obligation de dénonciation des délits et crimes sexuels sur mineurs. En effet, dans les cas évoqués ci-dessus, la loi a permis à certains professionnels (médecins, etc...) d'effectuer un signalement quand le mineur est gravement en danger.

¹⁶ S'abstenir de cette obligation constitue un délit punissable de trois ans de prison et de 45 000 € d'amende. Le délit de non-dénonciation est également constitué, en cas d'atteinte sexuelle (et évidemment d'agression ou de viol) quand la victime a plus de quinze ans et moins de dix-huit ans et que l'auteur majeur est une personne ayant autorité

II. Volontaire, bénévole ou salarié français, au sein de juridictions étrangères et de logiques interculturelles, dans une Eglise universelle

Volontaire, bénévole, salarié français

Lors des formations de préparation au départ nous indiquons aux volontaires que par défaut le droit français s'applique s'agissant de leurs actes, même à l'étranger. Il est donc demandé un comportement a minima respectueux de la loi française. En commettant des actes répréhensibles dans le pays de mission, les volontaires s'exposent en plus aux juridictions locales, qui peuvent être moins favorables ou jugées peu respectueuses des droits humains. Il en est de même pour l'ensemble des intervenants de la DCC qu'ils soient salariés, bénévoles ou volontaires.

Chaque volontaire engage sa propre responsabilité individuelle, éthique, morale mais aussi civile et pénale. Il convient donc de rester parfaitement responsable de ses actes. Son attitude affecte l'image de la France et de l'Eglise, dans la mesure où il est porté par un contrat régi par la loi française¹⁷ dans le cadre d'un service de la Conférence des évêques de France. A ce titre il doit redoubler de vigilance dans son comportement.

La DCC en tant que personne morale ne pourra pas être tenue responsable des actes répréhensibles commis par une personne physique qui est ou sera parti vivre un temps de volontariat en son sein.

au sein de juridictions étrangères et de logiques interculturelles,

Les différents intervenants de la DCC sont soumis aux juridictions locales, ils doivent donc s'informer¹⁸. L'intervenant de la DCC peut par ailleurs être témoin de situations pouvant faire l'objet de questionnements quant à son « acceptation » dans son propre cadre de référence ou son échelle de valeur. Certaines pratiques à l'étranger sont courantes quant en France elles peuvent être marginales voire condamnées (polygamie, traitement des enfants à l'école, condition de la femme...). En tant qu'organisme de volontariat nous reconnaissons les « différences entre les contextes nationaux et culturels sur la définition de ce qui constitue un abus et sur la notion de protection des enfants et personnes vulnérables. Ces différences peuvent parfois rendre délicate la compréhension de certaines situations »¹⁹.

Le volontaire est invité à discerner ce qui est de l'ordre de l'interculturalité et de l'interdit. La DCC invite à juger ces situations avec pour guide l'impact sur les plus faibles, enfants et personnes vulnérables. La DCC se tient toujours disponible pour recueillir le témoignage d'un volontaire et discerner avec lui quelle est la conduite à tenir la plus adaptée.

Sur le terrain, le volontaire peut se mettre en danger en dénonçant des faits, c'est pourquoi avant de mettre en œuvre toute action en ce sens, il doit en faire part à la DCC pour être conseillé et soutenu dans une éventuelle démarche. Cf. la procédure à suivre.

¹⁷ <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000257503&dateTexte=20181015>

¹⁸ La DCC se tient disponible pour orienter chacun vers des ressources existantes (sites, documents, personnes, institutions...)

¹⁹ Politique de Protection des enfants et personnes vulnérables, France Volontaire, maj 11/07/2016

dans une Eglise universelle

La DCC est un service de l'Eglise en France dont une part importante de son activité est réalisée auprès des églises locales dans le monde. Des faits répréhensibles potentiellement opérés par le clergé relèvent de la juridiction locale mais aussi du droit canon. Un volontaire ou un bénévole est donc légitime pour alerter la DCC²⁰ au sujet d'un comportement malveillant dont il a été témoin et qui met en danger une personne vulnérable. La DCC identifiera les mesures adéquates à mettre en œuvre (comme l'alerte des autorités religieuses compétentes).

Afin de discerner l'action à entreprendre, les différents intervenants de la DCC (volontaires, bénévoles, salariés) sont désormais formés dans le cadre du stage de préparation au départ pour les volontaires, au fait qu'ils doivent signaler à la DCC tout abus dont ils sont victimes, coupables ou témoins dans le cadre :

- de leur mission de volontariat, bénévole ou salarié ou de celle d'un autre volontaire, bénévole ou salarié de la DCC,
- et/ou du partenariat local lié avec la DCC,
- et/ou de l'action d'un clerc en proximité de la mission.

²⁰ Le pape François a plusieurs fois exhorté les laïcs à prendre la parole : « Il est donc urgent de créer des espaces dans lesquels la culture de l'abus et de la couverture n'est pas le schéma dominant, où une attitude critique et interrogative n'est pas confondue avec la trahison » (message aux fidèles chiliens, 31/05/18)

III. Procédure

1. Suivre le parcours DCC de recrutement et de formation

- ✓ Pour les volontaires

On ne décrit pas ici l'ensemble des process mais on indique quels sont les principaux « garde-fous » :

- **Un réseau de bénévoles formés** pour le recrutement, en complément des équipes salariées, la formation et le suivi des volontaires (a minima un chargé de mission par pays pour le suivi à distance et une visite par an sur le lieu de mission)
 - **Plusieurs entretiens** menés durant le parcours de recrutement et de formation (sur la base de grilles constituées à l'aide de psychologues)
 - **Un psychologue à disposition** des volontaires en formation
 - **L'extrait de casier judiciaire** demandé aux candidats
 - Les formations de préparation au départ intégrant des **contenus spécifiques aux abus**.
NB. La DCC se réserve la **possibilité de mettre fin au projet de volontariat** durant tout le processus de recrutement, jusqu'au départ et bien-sûr durant la mission.
- ✓ Pour les bénévoles
 - **Des sessions de formation annuelles.**

2. Alerter la DCC avec outils et lignes dédiés – Alerte Palier 1

L'ensemble des intervenants de la DCC (volontaires, bénévoles, salariés...) sont informés qu'ils peuvent faire remonter des faits d'abus dont ils sont témoins, victimes voire auteurs en usant de ce que l'on nomme ici le « palier 1 »

Un formulaire simple est distribué à toutes les parties prenantes de la DCC afin de pouvoir signaler un fait d'abus en tant que témoin, victime ou auteur.

Un téléphone et une adresse électronique sont dédiés aux situations d'alertes et en particulier à celles liées aux abus.

Les volontaires peuvent écrire librement en envoyant leur témoignage à l'adresse mail dédiée.

Ce mail est consultable uniquement par deux salariés de la DCC : le/la délégué(e) général(e) et la/le directeur du service RPV.

01 45 65 91 70

signalement@ladcc.org

A la DCC, chacun est représentant de la DCC et responsable !

Volontaires, bénévoles ou salariés de la DCC représentent la DCC. Toute information détenue par l'un d'eux est réputée connue de la DCC. C'est pourquoi en cas de détention d'une information sensible, grave ou importante il convient d'en faire part à la Direction de la DCC (directrice RPV ou DG) et/ou au numéro dédié : 01 45 65 91 70 (tel routé sur portable) ou sur le mail signalement@ladcc.org .

Ne pas le faire engage sa propre responsabilité personnelle (potentiellement sa responsabilité pénale), peut mettre en danger sa propre personne, le volontaire, un membre d'une population locale, ou encore une institution (DCC, Eglise, Etat français, partenaire...).

3. Engagements de la DCC pour donner suite à une remontée de fait d'abus

1. A compter de la réception d'une remontée, la DCC en prend connaissance dans les 48H, accuse réception et rappelle la procédure qui suivra
➔ Attention, en cas d'urgence sécuritaire ou sanitaire il s'agit d'un autre mail d'alerte : securite@ladcc.org
2. Traiter la situation en coopération avec toute personne utile tout en gardant une stricte confidentialité sur l'identité des auteurs du signalement, des personnes visées par celui-ci et des informations recueillies par l'ensemble des destinataires du signalement. Les éléments de nature à identifier la personne mise en cause par un signalement ne peuvent être divulgués, sauf à l'autorité judiciaire, qu'une fois établi le caractère fondé de l'alerte (Article 9 de la Loi Sapin II). L'agrément des personnes impliquées sera requis s'il s'avère nécessaire de divulguer l'identité des différents acteurs.
3. Documenter, comptabiliser, archiver les faits remontés en respectant les règles de confidentialité, à toutes fins utiles en cas de procédures ultérieures.
4. Mettre en œuvre toute action que la DCC jugera utile en fonction des informations qu'elle détient, comme prévenir les autorités compétentes
5. Rendre compte (directement ou si cela est plus pertinent via un tiers de confiance) aux victimes, des démarches engagées et des mesures prises.
6. Soutenir de manière équitable tout acteurs de la DCC qui ferait état d'abus, que ce soit en tant que soit témoin, victime ou auteur (défense de ses droits).
7. Respecter la présomption d'innocence de toute personne incriminée.

IV. Actions à mettre en œuvre, cas généraux

Les initiatives et actions indiquées ci-après **sont prises et coordonnées par le siège de la DCC.**

On ne peut ici décrire précisément toutes les situations car elles feront systématiquement l'objet d'analyses et d'actions sur mesure. Néanmoins nous indiquons des lignes de conduite.

Du fait de l'activité de volontariat au cœur de la DCC, nous décrivons prioritairement ces cas généraux sous l'angle du volontaire, cependant les logiques sont similaires pour un bénévole ou un salarié impliqué sur le terrain qui peuvent être concernés de la même manière par les situations décrites ci-dessous.

1. Le volontaire auteur d'abus (auteur ou présumé)

- Recueillir les faits, par le volontaire lui-même et/ou par son entourage (partenaire, chargé de mission, autres...). Si le volontaire est accusé et qu'il nie ce qui lui est reproché, un travail de vérité est à faire en lien avec l'entourage du volontaire.
 - En cas de dénonciation vraisemblablement malveillante ou calomnieuse, protéger le volontaire en lui permettant l'exercice correct de ses droits.
 - En cas d'acte répréhensible avéré, **mettre en place immédiatement des mesures conservatoires**, faire prendre conscience au volontaire de la gravité des actes commis mais aussi maintenir la confiance et accorder du soutien.
- Interrompre la mission et le contrat de volontariat à titre de précaution. Il sera alors demandé au volontaire de revenir en France, afin de l'éloigner de la population concernée. En cas de maintien sur le territoire, son contrat étant rompu il ne bénéficierait plus ni de l'accompagnement ni du soutien et des assurances de la DCC et dégagerait sa responsabilité d'organisme d'envoi en cas de suites éventuelles.
- Discerner avec l'aide si nécessaire d'appuis juridiques locaux et/ou français de la procédure à initier, et à partir de quel lieu (il est des pays où les droits ne peuvent être exercés correctement).
- Faire obligation au volontaire de mettre en œuvre toute démarche qui s'avèrerait nécessaire vis à vis de l'autorité judiciaire ou administrative du pays et/ou en France, et lui permettre de faire valoir ses droits à la défense, et ce dans les plus brefs délais, de façon ce que tout risque d'atteinte aux populations soit écarté.
- Entreprendre une démarche de signalement **après avis d'un avocat Conseil qui seul est à-même de donner un avis éclairé sur le délai de prescription des délits et crimes sexuels sur mineurs²¹**.
- Inciter la victime à transmettre son témoignage à France Victimes ou, en tant que responsable au siège de la DCC, informer sommairement France Victimes si les faits se sont produits sur le territoire français (métropole, DOM-TOM) :

Plateforme téléphonique de la fédération France Victimes,
agrée par le ministère de la Justice
Tél (7j. sur 7 de 09h à 19h) : 116 006 (numéro gratuit)
qui peut orienter vers une association d'aide aux victimes du département concerné

²¹ Loi dite Schiappa du 3 août 2018 renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes.

2. Le volontaire victime d'abus

- Eloigner le volontaire du danger à titre de précaution. Le retour en France peut être privilégié.
- Inviter le volontaire à effectuer rapidement toute démarche permettant sa prise en charge en termes de santé et de soutien psychologique, ainsi que pour la constitution de preuves.
- Recueillir les faits, par le volontaire lui-même et/ou par son entourage (partenaire, chargé de mission, autres...)
- Eviter distanciation ou déni et accompagner autant que possible le volontaire dans la prise de conscience de la gravité des actes subis en proposant notamment si nécessaire un soutien psychologique complémentaire.
- Discerner avec l'aide si nécessaire d'appuis juridiques locaux et/ou français de la procédure à initier, et du lieu (il est des pays où les droits ne peuvent être exercés correctement).
- Signaler au procureur de la République les faits connus si la personne présumée coupable est de nationalité française.
- Signaler aux autorités religieuses les faits connus si la personne présumée coupable est religieuse et/ou que les faits impliquent des religieux ou des communautés.
- Proposer au volontaire différentes formes de soutiens : psychologiques, matériels, spirituels.

3. Volontaire témoin d'abus

- Recueillir les faits, par le volontaire lui-même et/ou par son entourage (partenaire, chargé de mission, autres...)
- En cas d'acte répréhensible avéré, accorder confiance et soutien (aide psychologique notamment)
- Appuyer toute démarche utile à engager avec les autorités locales
- Eloigner si nécessaire le volontaire de son lieu de mission.
- Discerner avec l'aide si nécessaire d'appuis juridiques locaux et/ou français de la procédure à initier, et du lieu (il est des pays où les droits ne peuvent être exercés correctement).
- Signaler au procureur de la République les faits connus si la personne présumée coupable est de nationalité française.
- Signaler aux autorités religieuses les faits connus si la personne présumée coupable est religieuse et/ou que les faits impliquent d'une manière ou d'une autre des religieux ou des communautés...
- Proposer au volontaire différentes formes de soutiens : psychologiques, matériels, spirituels...

v. Possibilité de mise en œuvre des Paliers 2 et 3 de la loi Sapin II

Conformément à la loi Sapin II²², les différents intervenants sont informés qu'ils peuvent en dernier recours, après que les actions précitées aient été mises en place en interne (tout ou partie), *si et seulement s'ils* considèrent que leur alerte n'est pas traitée convenablement selon les procédures ci-dessus et/ou dans un délai raisonnable, prendre la responsabilité d'actionner un « Palier 2 » voire un « Palier 3 », la nature de ces paliers étant précisée par la loi :

- **Palier 2** : Alerter directement l'autorité compétente (judiciaire ou administrative, ou encore ordre professionnel)
- **Palier 3** : rendre l'alerte publique si celle-ci n'est pas traitée dans un délai de 3 mois.

²² Entrée en vigueur le 1^{er} juin 2017.

VI. Rappel de quelques règles de comportement dans les relations avec les mineurs et les adultes vulnérables

Les mesures de prudence suivantes sont recommandées à tous les membres de la DCC et visent d'une part à éviter toute atteinte aux enfants ou aux personnes vulnérables et d'autre part à prévenir toutes les fausses accusations qui pourraient survenir. Nul n'est habilité à s'y soustraire. Elles concernent les volontaires en contact avec les jeunes et les collaborateurs des partenaires liés à la DCC. Ces quelques rappels ne sont pas exhaustifs et font partie intégrante de la formation de préparation au départ que chaque candidat suit obligatoirement.

1. Comportements souhaités

Le volontaire qui est en relation avec des mineurs et/ou avec des adultes vulnérables est tenu :

- de les traiter avec respect et de les reconnaître comme personnes, avec leurs besoins et leurs droits propres, d'être attentifs à leurs idées et à leurs réflexions, de les associer activement aux décisions qui les concernent ;
- d'être en relation avec eux sur une base de confiance et d'estime mutuelles ;
- de leur offrir un appui exempt de tout esprit possessif ou d'emprise ;
- de veiller à ce que soient respectés leurs droits ;
- de favoriser une culture d'ouverture, leur permettant d'exprimer leurs questionnements et leurs problèmes ;
- de leur faire prendre conscience de ce qui est acceptable et ne l'est pas, tant dans les relations avec les autres enfants et les jeunes que dans la fréquentation des adultes ;
- d'éviter des situations délicates qui peuvent mener à des insinuations ou à des accusations ;
- d'avoir conscience que certains comportements en apparence anodins (comme serrer un enfant, un jeune ou un adulte vulnérable dans ses bras), peuvent être interprétés différemment par le jeune, l'enfant ou la personne concernée, ou des tiers ;
- de s'interdire des situations où l'on s'isole avec des enfants ou des jeunes, ou des activités sans témoins. Par exemple, éviter de se déplacer seul en voiture avec un mineur sans la présence d'un autre adulte. Le déplacement avec des mineurs en voiture suppose l'autorisation des parents ou tuteurs.

2. Exemples de comportements prohibés

Cette liste n'est pas exhaustive. D'autres comportements, non repris ici, pourraient s'avérer également répréhensibles. Ce qui est prioritaire, c'est d'avoir un comportement respectueux comme décrit ci-dessus.

- Etre sous l'influence de l'alcool (ou de la drogue) ou les consommer en présence de mineurs/personnes vulnérables. Il est également interdit de leur procurer de l'alcool ou de la drogue ou de leur permettre d'en consommer ;
- Tenir des conversations à orientation sexuelle - aussi par les moyens de communication électroniques - avec des mineurs/personnes vulnérables, en dehors des cadres officiels d'éducation sexuelle. Il est tout aussi interdit de s'entretenir avec les mineurs/personnes vulnérables de ses propres expériences ou de son histoire sexuelle ;
- Etre nu, notamment pour changer d'habits ou pour se laver, en présence de mineurs/personnes vulnérables ou être présent quand des mineurs/personnes vulnérables sont nues, notamment pour se changer ou prendre une douche ;
- Mettre à la disposition des mineurs/personnes vulnérables des matériaux imprimés ou électronique à contenu pornographique ou érotique ;
- Passer la nuit avec des mineurs/personnes vulnérables dans la même pièce. Cela ne concerne pas seulement les locaux dans des immeubles (appartements privés ou hôtels) mais aussi les 'espaces' comme tentes, autos, bateaux, caravanes, camping-cars, etc. Il est également interdit de dormir dans le même lit, sac de couchage, etc., avec des mineurs/personnes vulnérables ;
- Rencontrer des mineurs/personnes vulnérables seul à seul dans un endroit isolé ou dans un espace dont la porte n'est pas vitrée ou dont la porte ne peut pas rester ouverte, ou dans un local où il y a un lit. Les volontaires ou toute autre membre de la DCC ne recevront pas dans leur chambre les mineurs. Il convient pour les religieux d'étendre cette mesure de prudence aux adultes reçus individuellement ;
- Avoir des contacts sexuels avec des mineurs/personnes vulnérables. Par 'contact sexuel', on entend tout attouchement des parties sexuelles ou autres parties intimes d'une personne dans le but de satisfaire les désirs sexuels de l'un des deux partenaires. Cela concerne aussi bien l'attouchement de la victime par l'acteur que réciproquement, de manière directe comme à travers les vêtements ;
- Susciter ou permettre à un mineur/personne vulnérable de prendre part à une activité sexuelle ;
- Détenir et montrer des documents orientés ou moralement inappropriés, notamment regarder consciemment une activité sexuelle dans laquelle est impliqué un mineur/personne vulnérable. Il s'agit ici des revues, livres, photos, films, jeux, jeux vidéo, programmes d'ordinateur ou toute autre représentation visuelle dans laquelle on trouve un contact sexuel effectif ou simulé avec un mineur/personne vulnérable dans le but d'une satisfaction ou d'une stimulation sexuelle. Il en est de même pour les images qui présentent des mineurs /personnes vulnérables nus ;
- Prendre des sanctions corporelles à l'égard des mineurs/personnes vulnérables ou exercer toute forme de violence, quelle qu'elle soit.

* * *

VII. Textes de référence de l'Eglise catholique

- Motu Proprio « Sacramentorum Sanctitatis Tutela », Jean-Paul II, 30 avril 2001,
- Normes « De gravioribus delictis » révisées par le Pape Benoît XVI le 21 mai 2010,
- Motu Proprio « Comme une mère aimante », Pape François, 4 juin 2016,
- Lettre du pape François au Peuple de Dieu, août 2018
- Motu proprio « Vos estis lux mundi » du 7 mai 2019 édicté par le Pape François, entré en vigueur le 1^{er} juin 2019,
- Décret du Pape François du 17 décembre 2019.

* * *